

République française

Au nom du peuple français

COUR D'APPEL D'AIX EN PROVENCE A.F. du fait du sinistre subi, outre intérêts au taux légal à compter du jugement, ainsi que la somme de 1.500 par application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile, - Condamné le distributeur A. aux dépens, - Rejeté toutes autres demandes, plus amples ou contraires,

8e Chambre A

ARRÊT AU FOND

DU 28 FEVRIER 2013

N° 2013/

Rôle N° 11/08012

Le distributeur A.

C/

SAS A.F.

Grosse délivrée

le :

à :

SELARL BOULAN

SCP ERMENEUX

Décision déferée à la Cour :

Jugement du Tribunal de Commerce de MARSEILLE en date du 29 Mars 2011 enregistré au répertoire général sous le n° 2011F1268.

APPELANTE

Le distributeur A.,

dont le siège social est XXXX

représentée par la SELARL BOULAN / CHERFILS / IMPERATORE, avocats au barreau d'AIX EN PROVENCE, constituée aux lieu et place de la SCP BLANC CHERFILS, avoués ,

plaidant par Me Martine RUBIN, avocat au barreau de MARSEILLE substitué par Me Anne Hélène REDE, avocat au barreau d'AIX EN PROVENCE

INTIMEE

SAS A.F.

anciennement dénommée D.

dont le siège social est XXXX

représentée par la SCP ERMENEUX CHAMPLY - LEVAIQUE, avocats au barreau d'AIX EN PROVENCE,

plaidant par Me Alexandre ALQUIER, avocat au barreau de SAINT DENIS LA REUNION substitué par Me Régine BELAICHE, avocat au barreau d'AIX EN PROVENCE

*_*_*_*_*

COMPOSITION DE LA COUR

L'affaire a été débattue le 23 Janvier 2013 en audience publique. Conformément à l'article 785 du Code de Procédure Civile, Madame Catherine DURAND, Conseiller a fait un rapport oral de l'affaire à l'audience avant les plaidoiries.

La Cour était composée de :

Monsieur Guy SCHMITT, Président

Madame Catherine DURAND, Conseiller

Madame Isabelle VERDEAUX, Conseiller

qui en ont délibéré.

Greffier lors des débats : Madame France Noëlle MASSON.

Les parties ont été avisées que le prononcé public de la décision aurait lieu par mise à disposition au greffe le 28 Février 2013

ARRÊT

Contradictoire,

Prononcé par mise à disposition au greffe le 28 Février 2013,

Signé par Monsieur Guy SCHMITT, Président et Madame France Noëlle MASSON, greffier auquel la minute de la décision a été remise par le magistrat signataire.

FAITS PROCEDURE PRETENTIONS DES PARTIES

Par acte du 18 février 2011 la société A.F., anciennement D., a fait assigner le distributeur A. devant le Tribunal de commerce de MARSEILLE pour, au visa de l'article 1382 du code civil, la voir déclarer responsable de la coupure de courant et de l'inversion de phase survenues le 5 juillet 2010 et condamner au paiement de la somme de 82.533,42 euros TTC en réparation des préjudices matériels subis, outre intérêts au taux de l'article L 441-6 du code de commerce depuis la mise en demeure du 7 juillet 2010, ainsi que la somme de 2.500 par application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile.

Le distributeur A. n'a pas comparu et le Tribunal, par jugement du 29 mars 2011, a :

- Condamné ERDF à payer à la société A.F. la somme de 82.533,42 euros TTC en réparation des préjudices matériels subis par la société D. devenue

Le Tribunal a relevé qu'il résultait des pièces produites que la cause principale du sinistre résultait de la coupure d'électricité du 5 juillet 2010 et a écarté les intérêts de l'article L 441-6 du code de commerce s'agissant d'un litige intéressant la réparation d'un préjudice.

Par acte du 3 mai 2011 le distributeur A. a interjeté appel de cette décision.

Par conclusions récapitulatives déposées et notifiées le 16 novembre 2011 elle demande à la Cour de :

- Vu l'article 1147 du code civil,
- Déclarer l'appel recevable et fondé,
- Y faisant droit,
- A titre principal,
- Infirmer la décision attaquée,
- En conséquence,
- Décharger le distributeur A. des condamnations prononcées à son encontre,
- Débouter la société A.F. de ses demandes, fins et conclusions,
- A titre subsidiaire,
- Si par extraordinaire la Cour retenait la responsabilité du distributeur A.,
- Réformer le jugement,
- Statuant à nouveau,
- Dire et juger que la société A.F. a fait preuve de négligence fautive au regard de sa qualité de professionnel,
- En conséquence,
- Dire et juger que sa négligence fautive exonère le distributeur A. de toute responsabilité,
- Décharger le distributeur A. de toutes les condamnations prononcées à son encontre,
- La débouter de toutes ses demandes, fins et conclusions,
- A titre infiniment subsidiaire, si par extraordinaire la Cour devait confirmer le jugement quant à la responsabilité du distributeur A.,
- Réformer le jugement sur le quantum des condamnations,
- Dire et juger que la société A.F. ne justifie pas du lien de causalité entre l'ensemble des préjudices invoqués et le quantum réclamé,
- Dire la créance non fondée en son principe et son montant,
- En conséquence,
- Décharger le distributeur A. de toutes condamnations prononcées à son encontre,
- En tout état de cause,
- Condamner la société A.F. au paiement de la somme de 3.000 euros par application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile et aux entiers dépens.

Elle expose que la panne survenue le 5 juillet 2010 n'est pas à l'origine de la panne des appareils de la société D. et de sa perte d'exploitation.

Elle précise que la SAS A.F., anciennement D., est liée au distributeur A. pour la fourniture d'énergie par un contrat et que les demandes présentées reposent sur un fondement juridique erroné (article 1382 code civil).

Elle précise être depuis le 1er janvier 2008 être la société compétente pour connaître des activités de gestionnaire du réseau de distribution publique d'énergie électrique dans les litiges concernant le fournisseur X. et être en conséquence parfaitement fondée à viser l'article 1147 du code civil.

Elle fait valoir que la panne ayant entraîné une interruption d'énergie électrique n'a pu

engendrer aucun dégât matériel.

Elle conteste avoir reconnu sa responsabilité mais explique avoir seulement conditionné les réparations des dégâts invoqués à l'instauration d'une expertise et soutient que le lien de causalité entre l'inversion du champ tournant et les dégâts subis par les matériels n'est pas démontré et qu'en tout état de cause la société A.F. ne s'est pas entourée de toutes les précautions de nature à écarter tout risque.

Elle conteste le quantum du préjudice invoqué.

Par conclusions récapitulatives déposées et notifiées le 2 janvier 2013 la SAS A.F., anciennement dénommée D., demande à la Cour de :

- Vu les articles 1382 et suivants du code civil,
- Vu les articles 1147 et suivants du code civil, - Vu les articles 1134 et suivants du code civil,
- A titre principal,
- Débouter le distributeur A. de ses demandes, fins et conclusions,
- Confirmer le jugement attaqué,
- A titre subsidiaire,
- Débouter le distributeur A. de ses demandes, fins et conclusions,
- Dire sa responsabilité engagée sur le fondement contractuel,
- En tout état de cause,
- Statuant à nouveau,
- Dire et juger que la faute du distributeur A. lui a causé un préjudice
- La condamner au paiement de la somme de 82.533,42 euros TTC en réparation des préjudices matériels subis par la société D. devenue A.F. du fait du sinistre subi, outre intérêts au taux légal à compter de la mise en demeure du 7 juillet 2012, ainsi que la somme de 5.000 par application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile,
- La condamner aux entiers dépens.

Elle soutient que le distributeur A. a bien reconnu sa responsabilité et a d'ailleurs déclaré le sinistre à son assureur qui a mandaté un expert qui est venu sur les lieux le 30 novembre 2010.

Elle précise agir à l'encontre du distributeur A. avec laquelle elle n'a pas de lien contractuel sur le terrain de la faute quasi délictuelle et, subsidiairement, si la Cour estimait qu'il existait un contrat entre les parties, d'un manquement contractuel.

Elle soutient qu'avant l'incident aucune recommandation ne lui a été adressée pour parer aux conséquences de coupures et que nulle négligence ne peut lui être reprochée.

Elle expose que stockant des produits périssables elle ne pouvait attendre de longs mois le bon vouloir du distributeur A. pour remettre en service son outil de travail.

Elle indique n'avoir jamais eu connaissance des conclusions du rapport d'expertise avant la procédure et qu'elle n'a pas le discuter dès lors que celui ci n'est pas contradictoire.

Elle fait valoir démontrer le lien de causalité entre le préjudice dont elle demande réparation et l'inversion du champ tournant et établir le quantum de son préjudice.

L'affaire a été clôturée en l'état le 9 janvier 2013.

MOTIFS

Sur la responsabilité du distributeur A. :

Attendu que la société D. devenue A.F., est liée par un contrat de fourniture d'énergie électrique au tarif vert A5 n° 02394 et son avenant ayant pris effet au 1 novembre 1999 ;

Attendu que depuis le 1er janvier 2008 le distributeur A. est compétente pour connaître des activités de gestionnaire du réseau de distribution publique d'énergie électrique et a pour mission d'acheminer l'énergie électrique jusqu'au point de livraison indiqué par le fournisseur X., en l'occurrence, exploiter et assurer la maintenance des ouvrages de distribution électrique, réaliser les interventions techniques ainsi que celle nécessaire au dépannage ;

Attendu que la séparation juridique instaurée par la loi entre l'entité assurant la gestion du réseau de distribution d'électricité et celles exerçant des activités de production ou de fourniture de celle-ci entraîne le transfert à cette entreprise juridiquement distincte des obligations relatives à l'activité de gestionnaire du réseau, sans modification des contrats en cours ;

Attendu que la responsabilité du distributeur A., est donc engagée à l'égard de la société A.F. sur le terrain contractuel, en application de l'article 1147 du code civil ;

Attendu qu'une coupure est intervenue sur le réseau du fournisseur X. le 5 juillet 2010 de 1 h 38 mn 14 s à 21 h 35 mn 01 s, suite à un défaut sur le réseau souterrain du distributeur A. ;

Attendu que le technicien du distributeur A. a procédé à la remise en marche du réseau en inversant les phases, inversion ayant eu une incidence sur le fonctionnement des divers appareils électriques de la société (ascenseur, porte coulissante, moteur de climatisation...) ;

Attendu que le champ tournant a été rétabli dans la journée du 7 juillet 2010 ;

Attendu que la responsabilité du distributeur A. est engagée dans le défaut de remise en route, se devant de rétablir l'alimentation électrique conformément aux règles de l'art ;

Attendu que le défaut allégué de respect par la société A.F. de recommandations du fournisseur X. sur la régularisation de l'alimentation électrique en cas de coupures est sans effet dès lors qu'est en cause, non la coupure elle-même, mais l'erreur technique imputable au préposé du distributeur A. lors de la remise en service ;

Sur le préjudice de la société A.F. :

Attendu que le rapport établi par l'assureur du distributeur A., de manière non contradictoire, à la suite de sa visite du site le 30 novembre 2010, soit 4 mois après l'incident, et qui impute la casse des matériels vraisemblablement à une défaillance du groupe électrogène qui aurait, avant de s'arrêter, perturbé la tension et la fréquence qu'il délivre et causé la panne du relais de tension, ne saurait, alors que les appareils endommagés, remplacés ou réparés, n'ont pu être examinés par cet expert, que l'erreur survenue lors de la remise en service est reconnue, par des motifs dubitatifs, dégager le distributeur A. de son obligation de réparer le préjudice subi par la société A.F. à la suite de l'inversion de phases ;

Attendu, en ce qui concerne le préjudice résultant d'une perte de production et d'exploitation, qu'aucun document comptable n'est produit par l'intimée justifiant, tant de la réalité que le quantum

de ce préjudice, étant noté que la société était dotée d'un groupe électrogène destiné à parer aux conséquences de panne et qu'il a fonctionné jusqu'à la remise en service ;

Attendu qu'elle sera donc déboutée de sa demande de condamnation du distributeur A. au paiement d'une somme de 50.000 euros présentée de ce chef ;

Attendu, en ce qui concerne les préjudices matériels, que la société A.F. verse aux débats des constats d'huissier et des comptes rendus d'intervention de techniciens établissant, que le groupe électrogène fonctionnait normalement le 5 juillet pendant la coupure d'alimentation

électrique et que la panne de la pompe de remplissage du réservoir du groupe a été constatée après la remise en service et l'inversion des phases et résulte de la détérioration du moteur de la pompe à fuel tournant à l'inverse du sens de rotation, ainsi que le défaut de l'onduleur dont les fusibles ont sauté suite à l'inversion de phases ;

Attendu que de même des interventions de dépannage sur les portes et moteurs ont été nécessaires ensuite de ce dysfonctionnement constaté ;

Attendu que le distributeur A. sera condamnée à verser à la société A.F., réparation de son préjudice attesté par les factures des sociétés intervenantes :

La somme de 1.293,42 euros (CIEM),

La somme de 382 euros (ASKCO)

La somme de 737 euros (KONE ascenseur)

La somme de 132 euros (Kone portail)

La somme de 230 euros (Crawford portail garage)

La somme de 212 euros (RM SECURITE poste fixe)

Soit au total la somme de 2.986,42 euros ;

Attendu que les autres demandes, fautes d'être justifiées par une facture ou d'être imputables au distributeur A. (achat de gasoil) seront rejetées ;

Attendu que les frais de conseil sont des frais irrépétibles ;

Attendu que le distributeur A., qui n'a pas comparu en première instance, sera condamnée à verser à la société A.F. qui a été dans l'obligation d'ester en justice, une indemnité de 3.500 euros par application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile au titre des frais irrépétibles de première instance et d'appel ;

Attendu qu'elle sera condamnée aux entiers dépens ;

PAR CES MOTIFS

La Cour statuant par mise à disposition au greffe, contradictoirement,

Réforme le jugement attaqué,

Statuant à nouveau,

Déclare le distributeur A. responsable contractuellement des préjudices matériels subis par la société A.F. ensuite de l'inversion de phases survenue lors du rétablissement de l'alimentation électrique à la suite de la coupure du 5 juillet 2010,

Condamne le distributeur A. à payer à la société A.F. la somme de 2.986,42 euros en réparation du préjudice justifié par factures,

Déboute la société A.F. de ses autres demandes non justifiées,

Condamne le distributeur A. à verser à la société A.F. la somme de 3.500 euros par application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile,

La condamne aux entiers dépens, ceux d'appel étant recouvrés conformément aux dispositions de l'article 699 du code de procédure civile.

LA GREFFIERE. LE PRESIDENT.

Composition de la juridiction : Monsieur Guy SCHMITT, SELARL BOULAN, Anne Hélène REDE, Martine RUBIN, Me Régine BELAICHE, Me Alexandre ALQUIER, SCP ERMENEUX CHAMPLY - LEVAIQUE

Décision attaquée : T. com. Marseille, Aix-en-Provence 29 mars 2011